

Suède Tous égaux, sauf certaines

Dans le royaume scandinave, la nécessité de garantir les mêmes droits et d'attribuer les mêmes devoirs aux femmes et aux hommes a été intégrée dans l'identité nationale. Les Suédois considèrent pourtant qu'ils devraient faire mieux

ANNE-FRANÇOISE HIVERT femmes (EIGE).

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

La tribune, publiée par les actrices et comédiennes suédoises, le 9 novembre 2017, dans le quotidien *Svenska Dagbladet*, a fait l'effet d'une bombe en Suède. Dans le sillage de l'affaire Weinstein aux Etats-Unis, 456 d'entre elles y racontaient, anonymement et sans nommer leurs agresseurs, le harcèlement sexuel et les violences dont elles avaient été victimes sur les scènes de théâtre et les plateaux de cinéma, depuis des années.

Les semaines suivantes, plus de 70 000 femmes, représentant des dizaines de professions, publient des textes similaires : 4 446 juristes, 10 000 médecins, 1300 étudiantes, 1132 salariées de l'industrie technique, 4 627 ouvrières du BTP, 1 089 écuères, 387 archéologues, des centaines d'employées de la défense, de l'Eglise luthérienne... La liste n'en finit plus. Mi-février, c'est au tour des « gameuses » de dénoncer, « les humiliations et le harcèlement », dont elles sont la cible dans l'univers des jeux vidéo en ligne.

LA VALEUR « HISTORIQUE » DE #METOO

Nulle part ailleurs, hormis aux Etats-Unis, le mouvement #metoo n'a connu un tel retentissement. Malena Rydell, l'une des deux journalistes à l'origine de la publication de la tribune des actrices, veut croire à la valeur « historique » de #metoo et à son impact sur la notion du consentement : « La ligne rouge de ce qui est acceptable a été redessinée, peut-être de façon définitive. » Difficile pourtant de ne pas voir un paradoxe dans ce déferlement de témoignages. Depuis des décennies, la Suède, avec ses voisins nordiques, passe en effet pour la championne de l'égalité entre les sexes, une valeur devenue partie intégrante de son identité nationale. En octobre 2017, le pays de 10 millions d'habitants était couronné, pour la cinquième fois de suite, par l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les

femmes (EIGE). La France, elle, s'est classée en cinquième position. Pour les secrétaires d'Etat successifs chargés de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes depuis 1974, la Suède est presque un passage obligé. Avec au programme, le plus souvent : la visite d'une crèche luttant contre les stéréotypes de genre, une rencontre avec de jeunes pères en congé paternité, le détour par un commissariat d'une grande ville pour parler de la loi pénalisant les clients de prostituées, adoptée en 1999, et exportée depuis dans plus d'une dizaine de pays... La secrétaire d'Etat chargée de l'égalité actuelle, Marlène Schiappa, a fait le voyage à Göteborg, deuxième ville du royaume, en novembre.

Le modèle suédois, partout donné en exemple, aurait-il pour autant échoué dans la lutte contre les violences faites aux femmes, considérées en Suède comme « le symptôme » d'une société inégalitaire ? A Stockholm, la ministre de l'égalité, Asa Regner, rectifie : « Nous avons des problèmes, dont nous étions déjà conscients, mais la situation n'est pas pire qu'ailleurs. La différence, dit-elle, c'est que les femmes, ici, ont été prises au sérieux. Personne n'a remis en question leurs témoignages, ce qui en a encouragé d'autres à parler et à dénoncer toutes sortes de comportements. » La puissance du mouvement #metoo, ajoute-t-elle, reflète aussi le travail accompli depuis des décennies : « Les femmes estiment qu'une autre société est possible, et elles ne veulent plus attendre. »

Le débat sur les progrès à accomplir a commencé bien avant l'affaire Weinstein. Lors de son entrée en fonctions, après les élections de septembre 2014, le premier ministre social-démocrate, Stefan Löfven, a annoncé la couleur : son gouvernement, strictement paritaire, composé des Verts et des sociaux-démocrates, sera le premier « gouvernement féministe » du monde. Ailleurs, l'épithète aurait suscité la polémique. En Suède, il fait à peine réagir : les dirigeants de cinq des huit grands partis suédois se déclarent eux-mêmes « féministes ».

Plus iconoclaste, la ministre des affaires étrangères, Margot Wallström, a annoncé vouloir mener une « diplomatie féministe ».

Au programme : défense des droits des femmes et de leur rôle dans la résolution des conflits et les processus de paix. Quatre ans plus tard, son bilan est en demi-teinte. On reproche à sa collègue, la ministre du commerce, d'avoir porté le voile lors d'un déplacement en Iran, et à son gouvernement de ne pas avoir restreint les exportations d'armes.

La déception était inévitable, estime Clara Berglund, présidente de Kvinlobby (« lobby des femmes »), une organisation parapluie qui regroupe une cinquantaine d'ONG luttant pour les droits des femmes : « La diplomatie féministe suédoise a créé beaucoup d'attentes, qui ne se sont pas forcément concrétisées, même si le symbole a eu un impact de par les débats qu'il a suscités. »

Autre nouveauté, instaurée par le gouvernement : la « budgétisation sensible au genre » (*gender budgeting*, en anglais). Pour la première fois en 2015, les ministres sont priés de soumettre, dans leurs demandes de crédit budgétaire, une analyse de l'impact de leur politique sur l'égalité hommes-femmes. « J'ai fait savoir que je jetterais à la poubelle, sans les lire, toutes les propositions qui ne respecteraient pas la règle », affirme la ministre des finances, Magdalena Andersson. L'objectif, précise-t-elle, est de « s'assurer que la répartition de l'argent public contribue à renforcer l'égalité entre les sexes, et non à creuser les inégalités existantes ».

Les membres du gouvernement doivent également s'assurer de la prise en compte de la « perspective du genre » dans les politiques publiques. L'approche n'est pas nouvelle. Elle a été formulée pour la première fois en Suède en 1994, un an avant que l'ONU n'en fasse la promotion, lors de la 4^e Conférence mondiale sur les femmes à Pékin, en 1995. Mais ce n'est que depuis une dizaine d'années qu'elle a commencé, d'abord dans les collectivités territoriales, à être mise en place.

Le gouvernement, alors de centre-droit, a ainsi versé 250 millions de couronnes

(24,8 millions d'euros) à l'Association des communes et régions (SKL), entre 2007 et 2013, pour en généraliser l'usage. Chef de projet à SKL, Marie Trollvik explique : « *La méthode se fonde sur l'utilisation de statistiques*

différenciées par sexe, qui permettent de voir si l'argent du contribuable est bien utilisé pour financer un service public de même qualité pour les hommes et les femmes, puis d'ajuster les processus de décision pour supprimer les inégalités. »

« *Nous examinons tout ce que nous faisons avec les lunettes du genre posées sur le nez* », résume une fonctionnaire à la mairie de Stockholm. Dans le service de dermatologie d'un hôpital de la capitale, par exemple, « *les infirmières ont remarqué que la corbeille de linge sale, dans les douches des hommes, était toujours pleine de serviettes usagées, tandis qu'elle restait vide chez les femmes* », raconte Marie Trollvik. En enquêtant, la direction a découvert que les patientes souffrant de psoriasis étaient renvoyées chez elles avec une prescription, alors que les hommes étaient en général traités sur place. Outre l'inégalité manifeste dans l'accueil des patients, « *qui décollait du préjugé selon lequel les hommes ne savent pas se soigner tout seul* », leur traitement générait un surcoût de 20 % pour l'hôpital.

Depuis quelques années, l'intégration de la perspective de genre est également imposée aux grandes agences publiques suédoises et aux établissements d'enseignement supérieur. « *Lors des recrutements, nous nous assurons que les candidats sont sensibilisés à la problématique, pour qu'elle intervienne dans le choix des doctorants, des sujets de recherche ou du contenu des cours* », explique Anna Wahl, spécialiste du genre en entreprise, nommée début 2017 vice-présidente du prestigieux Institut royal de technologie, à Stockholm, chargée de la promotion de l'égalité des sexes.

DES PATRONS FÉMINISTES

Anna Wahl estime que la Suède a pris une longueur d'avance, en faisant de l'égalité hommes-femmes « *un concept d'éducation populaire* », fondé sur « *une reconnaissance de la validité des études de genre* ». Avec un impact concret dans le secteur de l'entreprise, qu'elle étudie : « *Il y a vingt ans, des patrons disaient que les femmes n'avaient qu'à s'en prendre à elles-mêmes quand elles se plaignaient de leur sort, tandis qu'aujourd'hui ils sont conscients que les inégalités sont structurelles.*

Certains ne réalisent même pas qu'ils sont féministes dans leur analyse, ce qui montre le niveau de normalisation de cette pensée dans notre société. »

Les inégalités, pourtant, demeurent. Les différences de salaire ont beau s'atténuer, les Suédoises continuent de gagner en moyenne 12 % de moins que les Suédois. Et si elles occupent 33,2 % des sièges des conseils d'administration des entreprises cotées en Bourse, elles ne représentent que 21 % des effectifs dans les directions de ces mêmes compagnies, selon la Fondation Albright. Ignorer les femmes dans le recrutement est une ineptie, pour Azita Shariati, directrice générale de Sodexo Suède : « *C'est comme pêcher dans la moitié d'un lac* », ironise-t-elle.

En 2015, cette cinquantenaire a été élue « *femme la plus puissante de l'industrie suédoise* ». La direction de sa société venait d'atteindre la parité, alors, que cinq ans plus tôt, les femmes n'occupaient que 14 % des postes à responsabilité. Aujourd'hui, elle est sollicitée quotidiennement par des patrons en quête d'inspiration. Elle s'en félicite et parle de l'im-

portance de se battre contre « *les idées reçues* » – les femmes qui ne pourraient pas occuper de fonctions nécessitant de fréquents déplacements, par exemple –, tout en précisant que l'égalité « *est bonne pour les affaires* ».

LE RÔLE PRÉPONDERANT DES SYNDICATS

Au siège de la confédération syndicale LO, la plus importante de Suède, au cœur de Stockholm, Joa Bergold, chargée de l'égalité hommes-femmes, travaille elle aussi sur les préjugés. « *A ce propos, vous avez vu les fresques dans le hall d'entrée ?* », demande-t-elle en s'esclaffant. Dessinées par le peintre Olle Hjortzberg dans les années 1920, elles représentent un ouvrier au travail, sa femme, non loin, s'occupant des enfants. Depuis, les mentalités ont évolué : « *Nous avons longtemps eu tendance à penser que les problèmes des femmes étaient individuels, et que ceux des hommes pouvaient être résolus par la mobilisation collective, se souvient M^{me} Bergold. Dans les années 1990, LO a réalisé que le genre était, tout autant que la classe sociale, déterminant pour la position de nos adhérents sur le marché du travail.* »

En 2012, LO officialise sa nouvelle stratégie de « *syndicalisme féministe* », derrière laquelle se rangent ses quinze organisations professionnelles, malgré des profils très différents : 80 % de femmes dans le syndicat des employés communaux, contre 1,2 % dans celui des ouvriers du BTP. « *Nos adhérentes sont à temps partiel forcé pour 54 % d'entre elles. Mais la précarisation et la fragmentation du marché du travail concernent toutes les branches, y compris les moins féminisées* », explique Joa Bergold. Pour réduire les inégalités, LO défend donc le « *temps plein comme norme* » : une façon aussi de lutter contre le harcèlement et les violences sexuelles, qui sont « *plus difficiles à combattre en situation de précarité* ».

Dans les années 1970, les syndicats ont joué un rôle prépondérant, aux côtés des sections féminines des partis politiques, encore actives aujourd'hui, dans les réformes qui ont modelé la politique suédoise de l'égalité, rappelle l'historienne Elisabeth Elgan. A l'époque, le royaume manquait de main-d'œuvre. Son industrie était florissante, et l'Etat-providence en pleine expansion. Les sociaux-démocrates gouvernaient le pays depuis 1936. D'abord réticente, la formation, sous la direction du premier ministre Olof Palme, décide d'encourager le travail des femmes. « *Le parti était alors patriarcal, mais porteur d'un idéal d'égalité et son idéologie était fondée sur le principe que chaque personne le pouvant devait travailler et subvenir à ses besoins* », note l'historienne.

En 1971, les parlementaires votent la suppression du foyer fiscal et l'individualisation de l'impôt sur le revenu. « *A l'époque, un quart des Suédoises n'avait aucun revenu* », rappelle Elisabeth Elgan. Seulement 60 % des femmes travaillaient. Pour Asa Regner, la réforme a joué « *un rôle fondamental dans la transformation de la société suédoise* », en contribuant à l'émancipation des femmes : « *Certains, en Europe, pensent que l'unité de la famille prime. Or, quand on a un revenu propre, il est possible de divorcer. C'est aussi la meilleure façon de lutter contre les violences conjugales.* »

La syndicaliste Joa Bergold approuve : « *L'objectif de LO est que les femmes qui le souhaitent puissent se séparer de leur conjoint.* » Elle reconnaît que cela peut choquer. « *Nous n'avons pas la même sacro-sainte idée de la famille qu'ailleurs en Europe, mais une conception très individualiste : les enfants ne doivent pas être dépendants de leurs parents et vice versa. Cela a*

contribué, je pense, à ce que la politique de l'égalité hommes-femmes avance plus vite. »

Dans la foulée, la Suède remplace le congé maternité par un très généreux congé parental. Présenté comme un progrès, il devient pourtant un piège pour les femmes, qui en assument la quasi-totalité. Depuis 2016, trois mois sur les treize indemnisés à taux plein sont réservés aux pères, certes de plus en plus nombreux à pouponner, mais qui ne prennent toujours que 25 % des congés parentaux. Pour la ministre de l'égalité, l'enjeu est de « *faire en sorte que l'homme soit considéré par son employeur comme un "risque", au même titre que les femmes* », d'autant, ajoute-t-elle, que « *lui peut avoir des enfants jusqu'à 85 ans* ».

C'est aussi une manière d'accroître l'égalité à la maison. Depuis les années 1990, les différences se sont réduites, même si les femmes consacrent toujours en moyenne une heure de plus par jour ouvré que les hommes aux tâches domestiques. Sur la semaine entière, l'écart se réduit, avec vingt-six heures pour les femmes et vingt et une pour les hommes qui, depuis 1962, dans le cadre des cours de *hem-kunskap* (« connaissance ménagère »), apprennent à l'école à cuisiner, à coudre, à repasser.

La loi scolaire, adoptée en 1998, et précisée en 2010, stipule que les *förskolor* (« crèches »), fréquentées par 83 % des enfants de 1 à 5 ans, doivent « *contrebalancer les modèles, stéréotypes et rôles traditionnels des genres* ». Dans le quartier de Gamla Stan, la vieille ville de Stockholm, la crèche Nicolaigarden a été pionnière en la matière. Consciente du potentiel polémique du sujet, la directrice, Lotta Rajalin, précise qu'« *il ne s'agit pas de parler de sexualité, ni de changer l'identité de l'enfant : une fille peut toujours être une fille et un garçon un garçon. Mais l'enfant peut aussi se différencier des diktats des stéréotypes sexistes* ».

A Nicolaigarden, on ne dit plus « les filles » ou « les garçons », mais « les copains ». Les enseignants utilisent le pronom neutre *hen*, offi-

ciellement adopté en 2014, et rapidement entré dans les mœurs. Les jouets sont mélangés. Les livres choisis avec soin : « *Au début, on récrivait les histoires, mais, en quelques années, la littérature pour la jeunesse s'est transformée.* » Le résultat est manifeste, selon la directrice : « *Les écoles qui accueillent ensuite nos élèves constatent qu'ils s'expriment mieux, s'adaptent plus facilement et ne se battent pas.* »

Si Nicolaigarden a une longueur d'avance, la plupart des établissements scolaires ont intégré la problématique du genre. Ils n'ont pas le choix. « *Dans nos évaluations, c'est aussi important que l'apprentissage des mathématiques ou de la lecture* », déclare Helen Angmô, directrice de l'inspection académique. L'enjeu est de taille : les résultats des garçons sont à la traîne, en raison d'une « *culture antiscolaire* », alors que l'état de santé des filles se détériore sous l'effet du stress.

Autant de dossiers qui s'empilent déjà sur le bureau de Lena Ag, la directrice de la toute nouvelle Agence nationale de l'égalité, inaugurée, le 13 janvier, à Angered, dans la banlieue nord de Göteborg. Sa mission : « *Mener une analyse systématique de toutes les politiques publiques et des réformes, en s'assurant qu'elles contribuent à une répartition égalitaire du pouvoir et des ressources.* »

C'est encore loin d'être le cas, estime Kerstin Alnebratt, chercheuse en études de genre, qui a chapeauté la création de l'agence. Elle critique « *l'hystérie de projets* », sans coordination aucune, de ces dernières années, qui n'ont pas toujours abouti à des résultats concrets : « *L'espérance de vie des femmes, souvent d'origine étrangère, vivant dans des quartiers so-*

cio-économiques défavorisés est ainsi inférieure de dix ans à la moyenne.»

« CRIMES D'HONNEUR »

L'Agence nationale de l'égalité sera également chargée de coordonner la lutte contre les violences faites aux femmes. Avant les élections générales, qui se tiendront en septembre, Gulan Avci, présidente de la section féminine du Parti libéral, veut mettre l'accent sur les « crimes d'honneur », susceptibles de se produire dans certaines familles musulmanes traditionalistes. Selon elle, 240 000 enfants en Suède seraient exposés à cette « culture de l'honneur ». « Le phénomène, dénonce-t-elle, s'est développé, avec le silence de la gauche, qui a prétendu que le problème n'existait pas, de peur de faire le jeu de l'extrême droite. »

La présidente du « lobby des femmes »,

Clara Berglund, souligne pour sa part la nécessité de sensibiliser les réfugiés, accueillis en nombre par le royaume ces dernières années, à la position de la Suède sur l'égalité des sexes. Elle regrette que la politique féministe menée par le gouvernement se soit arrêtée à l'asile. En 2015, 70 % des 160 000 demandeurs d'asile arrivés dans le pays étaient des hommes, et 90 % des 35 000 mineurs isolés des garçons : « Si nous avions mené une politique égalitaire, nous aurions favorisé le rapprochement familial et la mise en place de voies d'entrée en Europe sûres et légales, pour permettre aux femmes et aux filles [restées au pays] de réfugiés de les rejoindre », dit-elle.

Dans le débat suédois, il est aussi beaucoup question de la « masculinité » et de ses normes à redéfinir. Le gouvernement suédois organisera d'ailleurs à Stockholm, les 15 et 16 mai, la 4^e Conférence internationale sur les

hommes et l'égalité des chances, accueillie précédemment par l'Allemagne, l'Autriche et le Luxembourg.

Son thème, cette année : « La masculinité et les approches critiques de la norme ». En France, Marlène Schiappa a déjà annoncé qu'elle y participerait. « Les femmes ont fait leur part. Il est temps que les hommes prennent le relais, effectuent un travail d'introspection et assument leurs responsabilités », affirme Shahab Ahmadian. Suédois d'origine iranienne, élevé par un couple d'« ex-guerilleros socialistes », cet ancien producteur radio, âgé de 33 ans, est un des responsables de l'association Män för jämställdhet (« les hommes pour l'égalité »), créée en 1993. C'est intimidant, reconnaît-il : « Avant, on nous applaudissait quand on se déclarait féministe, aujourd'hui cela ne suffit plus. » ■

Les femmes, moteurs de la croissance

Une plus grande égalité des sexes face au travail rémunéré pourrait augmenter le PIB de chaque pays

LES OBSTACLES À L'ÉMANCIPATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'INFLUENCE DE LA RELIGION ET DE LA TRADITION

Rapport entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes

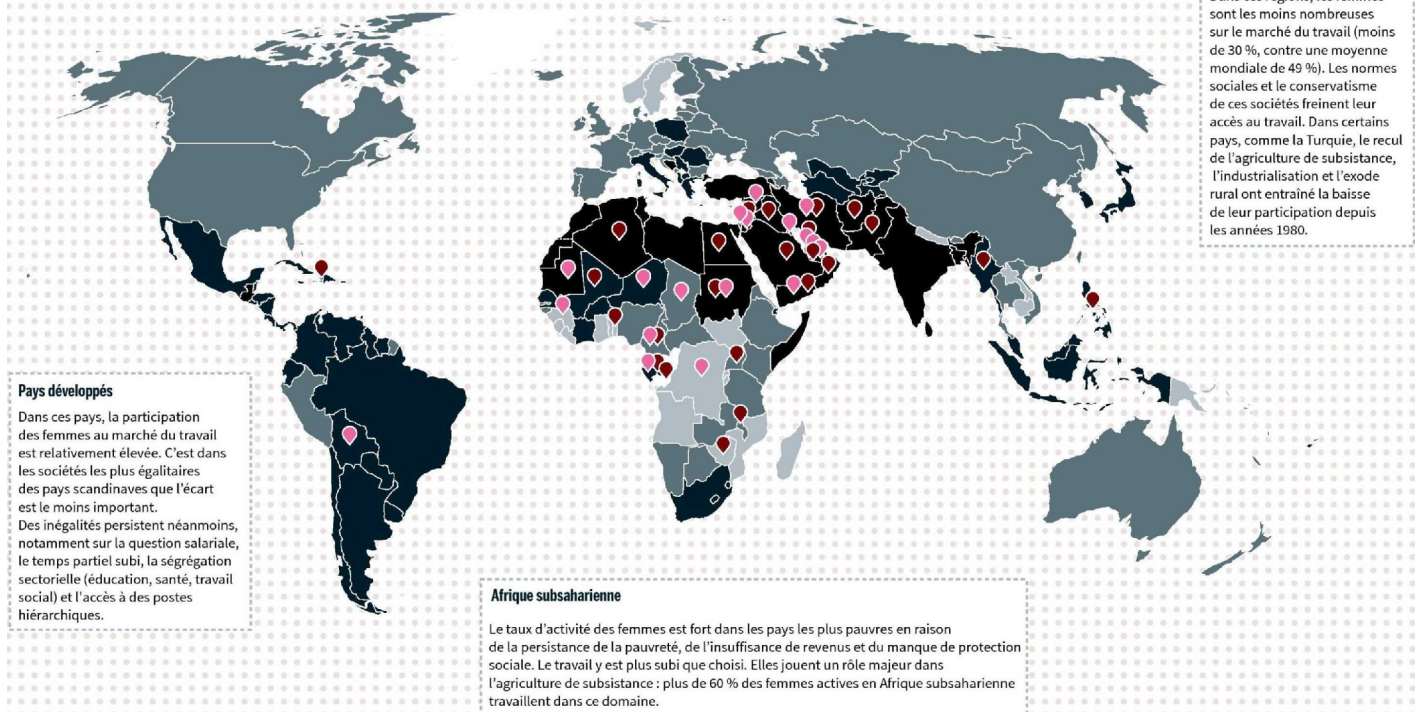


Par exemple, en France, l'indice est de 0,84, soit 84 femmes qui travaillent pour 100 hommes (si l'on considère que la population des hommes et celle des femmes sont égales par ailleurs).

- Pays où les normes sociales contraignent les femmes mariées à demander l'autorisation de leur conjoint pour travailler
- Pays où les femmes doivent avoir l'autorisation de leur mari pour obtenir un passeport

Maghreb, Moyen-Orient et Asie du Sud

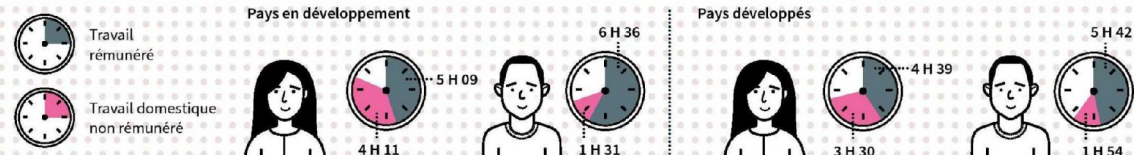
Dans ces régions, les femmes sont les moins nombreuses sur le marché du travail (moins de 30 %, contre une moyenne mondiale de 49 %). Les normes sociales et le conservatisme de ces sociétés freinent leur accès au travail. Dans certains pays, comme la Turquie, le recul de l'agriculture de subsistance, l'industrialisation et l'exode rural ont entraîné la baisse de leur participation depuis les années 1980.



LE POIDS DU TRAVAIL DOMESTIQUE

Dans le monde, les femmes travaillent moins d'heures que les hommes à titre rémunéré car elles effectuent la majeure partie des tâches domestiques et des soins (enfants et personnes âgées). Dans les pays en développement, elles effectuent jusqu'à deux fois et demi plus de tâches non rémunérées qu'eux.

Temps consacré au travail rémunéré et non rémunéré* par jour



* Etude réalisée dans 65 pays développés et en développement parmi les actifs

LES FEMMES : UN ATOUT POUR L'ÉCONOMIE

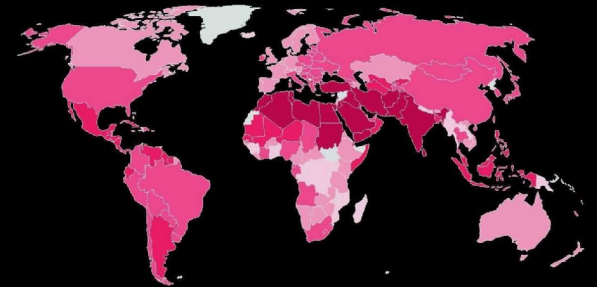
LES PAYS OÙ LES FEMMES NE TRAVAILLENT PAS PERDENT DES POINTS DE PIB

PART DE PIB SUPPLÉMENTAIRE QUE CHAQUE PAYS GAGNERAIT S'IL RÉDUISAIT

DE 25 % LES DISPARITÉS DE GENRE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL, EN %



Données manquantes



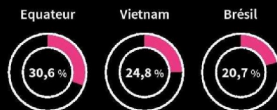
Sources : « Emploi et questions sociales dans le monde - Tendances de l'emploi des femmes 2017 », Organisation internationale du travail ; « The global gender gap report 2017 », World Economic Forum ; « Women, business and the law 2016 », Banque mondiale ; « Global report 2017-2018 », Global Entrepreneurship Monitor ; « Baromètre 2017 de la microfinance », Grant Thornton ; Bloomberg ; Le Monde

Cartographie : Mathilde Costil, Eugénie Dumas, Flavie Holzinger, Audrey Lagadec

LE DYNAMISME DES FEMMES DES PAYS DU SUD

◆ Elles entreprennent

Dans trois pays, le pourcentage des femmes entrepreneuses est, soit aussi élevé, soit plus élevé que celui des hommes.



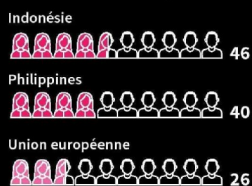
Les femmes en Europe sont moins susceptibles de créer des entreprises que dans des zones plus pauvres.

17 % des femmes sont entrepreneuses en Amérique latine et aux Caraïbes
6 % en Europe

◆ Elles managent

Il y a plus de femmes cadres supérieures dans les pays émergents d'Asie que dans l'Union européenne.

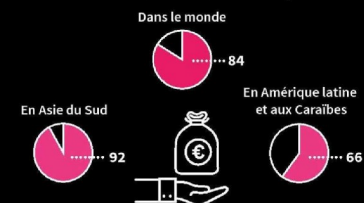
PART DES FEMMES DANS LES ÉQUIPES DE DIRECTION, EN %



◆ Elles sont fiables

Les femmes sont les principales bénéficiaires de microcrédits car elles sont plus fiables dans leur remboursement.

PART DES MICROCRÉDITS ACCORDÉS AUX FEMMES, EN %



◆ Elles innovent



En Chine, **55 %** des nouvelles sociétés en ligne sont créées par les femmes.

◆ Elles font vivre



En Afrique, **80 %** des ressources alimentaires sont produites par les femmes, mais elles ne possèdent que **15 %** des terres.